

LSP À TIARET

Le wali rencontre les promoteurs publics et privés

Contrairement aux programmes de logements sociaux qui enregistrent un net satisfecit au double plan réalisation et attribution, ceux du logement socioparticipatif (LSP), en revanche, n'ont pas atteint pour autant le même degré de satisfaction.

Pourtant un engouement est exprimé par les postulants à travers la wilaya. Il faut dire que cette formule destinée aux bourses moyennes n'a pas réellement réussi pour certains promoteurs qui excellent dans les dépassements des délais de réalisation. L'exemple le plus édifiant est celui du projet des 150 unités de Trig El-Beida, lancé par l'agence foncière de Tiaret il y a presque une décennie.

Les problèmes de gestion qui ont frappé de plein fouet cet organisme ont carrément paralysé les travaux. L'on se souvient qu'en 2007 la gestion de ce programme avait été transférée à l'OPGI, sur ordre du wali pour entamer une réévaluation et une expertise mais cela n'a apporté aucun changement au dossier. A ce jour, les travaux des 150 logements sont à l'arrêt malgré la réaction



Photo : DF

itérative mais vaine de leurs postulants.

Cette état de fait considéré comme point noir dans le secteur de l'habitat a contraint les pouvoirs publics locaux à se réunir la semaine passée pour justement cerner la problématique dans toutes ses péripéties, situer les contraintes et, du coup, tenter de

dégager les solutions à un problème qui n'a que trop duré pour une wilaya occupant les premiers rangs en la matière, comme l'a si bien déclaré le ministre de l'Habitat lors de sa récente visite dans la capitale du Sersou.

Ainsi, pour mieux s'imprégner de la chose, le wali de Tiaret avait

exhorté les promoteurs privés et publics ainsi que les bureaux d'études présents à la réunion à s'exprimer en toute transparence pour défendre leur cause d'autant que les retards accusés dans les programmes du LSP ne s'inscrivent pas dans la dynamique que connaît le taux de réalisation des autres

programmes, allusion faite à l'habitat rural et aux logements sociaux-locatifs.

Aussi, dans leurs arguments, les intervenants devaient focaliser leurs doléances sur les embûches qu'ils encourent en mettant à l'index les contraintes administratives liées entre autres à la régularisation du foncier, la délivrance du permis de construire ou encore les lenteurs enregistrées par la caisse nationale du logement (CNL) dans le traitement des dossiers des prétendants.

Réagissant, le chef de l'exécutif n'a pas tergiversé en ordonnant aux responsables concernés de mettre fin à ces pratiques en les instruisant à œuvrer dans le sens d'alléger les procédures administratives à même d'offrir toutes les facilitations aux promoteurs.

Ces derniers apparemment soulagés par ces mesures devaient à leur tour s'engager à livrer leurs projets dans les délais. A noter que la wilaya de Tiaret compte un quota de 4 231 unités dont 1 129 achevées alors que 2 010 sont en cours de réalisation.

Mourad Benameur

SÉNATORIALES À TLEMCEN

Coulisses et messes basses

Dans la capitale des Zianides, les primaires pour les sénatoriales ont de nouveau mis la scène politique en branle et les places coûteront cher.

Les trois partis engagés dans ces primaires pour désigner un candidat, le FLN, le RND et le FNA, sont les principales formations politiques concernées par cette présélection au niveau local. Toutefois, cette opération s'annonce difficile et risque d'affaiblir les deux partis de l'alliance présidentielle. Pour le RND, le choix est déjà fait, le parti d'Ouyahia semble respecter des consignes pour faire valoir une certaine discipline.

Les élus de ce parti ont présenté officiellement la candidature de M. Zeddami, un élu de la commune de Beni Ouarsous. Cet élu, entrepreneur de son

état, a récolté 74 voix contre 63 pour son rival, un membre de l'APW.

Cependant, les choses ne s'annoncent pas de tout repos au niveau de l'ex-parti unique, le FLN. Il a été créé un comité des P/APC, cette délégation se rendra à Alger pour exiger d'abord la désignation d'un mouhafedh avant d'organiser les primaires.

Or, cette exigence sera difficile à satisfaire eu égard aux différents courants qui se disputent la mouhafadha. Seul le FNA semble opter pour la transparence et la légalité, les militants de ce parti ont refusé de cautionner un plébiscite, invités apparemment à un simple déjeuner à l'hôtel Agadir.

Les élus locaux du FNA se disent plutôt surpris de la tournure de cette invitation. Ils refusent tout simplement d'agir en dehors

du cadre légal du parti et «seuls les élus sont habilités à désigner le candidat». Dans une déclaration remise à la presse, les élus du FNA soutiennent la candidature officielle de M. Hadj Zerguit Ahmed et réaffirment leur confiance à M. Moussa Touati et se disent prêts à faire barrage aux opportunistes de tous bords, certains sont accusés de faire de la transhumance politique en ralliant d'autres partis quand ils n'arrivent pas à réaliser leurs intérêts personnels.

«Les élus du FNA sont confiants pour l'avenir de leur parti et il appartient aux élus de prouver leur compétence et leurs engagements envers les citoyens», déclare M. Kasmi, de l'APC de Ouled Mimoun.

M. Zenasni

BOUIRA

169 agents de sécurité attendent leurs salaires depuis 5 mois

Cent soixante-neuf agents chargés de la sécurité du tunnel de Ain Chriki et le viaduc de Oued R'kham, au niveau de l'autoroute Est-Ouest, ont observé dimanche, devant la sortie sud du tunnel un sit-in de protestation pour alerter les pouvoirs publics sur leur situation.

D'après ces protestataires rencontrés sur les lieux, le problème principal est le retard dans la perception de leurs salaires. La SAG Essalem, la société de gardiennage qui les emploie, en est à son cinquième mois de retard dans le versement de ces salaires.

Une situation devenue intenable, selon eux, surtout que, depuis la fin du mois de septembre, même les contrats de travail n'ont pas été renouvelés, rendant la relation de travail qui les lie avec cette société plus floue. Par ailleurs, du côté des représentants de cette société qui étaient

également sur les lieux, le problème soulevé par ces agents est légitime mais il ne dépend pas d'eux.

Selon M. Kacimi Mohamed, conseiller du DG de SAG Essalem, qui était en compagnie du DAG, M. Gaci Mahfoudh, c'est la société Cosider avec laquelle ils ont signé des contrats pour la surveillance de ces chantiers, quatre au niveau de la wilaya de Bouira, qui tarde à verser de l'argent à la société SAG Essalem. «Un problème connu de tous les responsables au niveau de la wilaya de Bouira», dira-t-il. Cela étant et toujours

d'après ce conseiller, même ces agents qui sont en train d'observer un sit-in connaissent ce problème et savent que leurs salaires seront versés jusqu'au dernier centime à la minute où la société SAG Essalem percevrait son dû de la part de Cosider.

«Mais pas avant puisque la SAG Essalem ne peut pas supporter les salaires de centaines d'agents et pour plusieurs mois», précise ce responsable avant d'ajouter, dépité : «Au rythme où vont les choses, la SAG Essalem se verrait dans l'obligation de rompre son contrat avec Cosider.» Et comme pour rassurer les agents de sécurité qui sont sous sa coupe, M. Kacimi dira que «cela se fera

après perception de notre dû de la part de Cosider et après avoir payé tous les agents qui sont là sur place ainsi qu'au niveau des autres chantiers».

En attendant le règlement de cet épineux problème de salaires, un salaire qui ne dépasse pas, d'après ces agents, les 17 000 DA mois et même 14 000 DA pour certains d'entre eux, les agents de sécurité de ces deux grands ouvrages faisant partie de l'autoroute Est-Ouest et qui furent, rappelons-le, inaugurés par le président de la République tant ils sont considérés comme étant parmi les plus grands ouvrages d'art en Afrique, continuent à assurer dignement leur travail de sécurisation des lieux.

Y. Y.

RELIZANE

Le chemin communal du douar Rehachia impraticable

Plusieurs citoyens et conducteurs d'automobiles résidant au douar Rehachia, une localité relevant de la daïra d'El Matmar, distante de 16 km à l'est du chef-lieu de Relizane, dénoncent l'état délabré du chemin communal qu'ils empruntent quotidiennement pour se rendre à El-Matmar. Selon ces derniers, une opération de réhabilitation a eu lieu dernièrement, mais les routes sont toujours dégradées.

Par ailleurs, les habitants dudit douar ont adressé des correspondances aux services concernés, mais aucune suite ne leur a été réservée. Il faut signaler que plusieurs enveloppes financière ont été débloquentes pour ces opérations de réfection des routes, voire des accès. Les habitants lancent un appel au premier responsable de la wilaya pour mettre fin à cette situation.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

Un court-circuit provoque un incendie dans un immeuble

Les habitants de la cité des 200-Logements («Dubai») dans le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès ne sont pas près d'oublier la nuit de samedi au dimanche lorsqu'un incendie s'est déclaré dans un immeuble. D'après les informations recueillies, une étincelle à partir d'un compteur d'électricité dans la cage d'escalier de l'immeuble est à l'origine du feu qui s'est rapidement propagé à plusieurs appartements.

La Protection civile accourue sur les lieux a évacué les locataires menacés d'asphyxie, éteint le feu et procédé à la ventilation des appartements touchés.

Deux femmes évacuées à l'hôpital ont été prises en charge sans nécessité d'admission. Les locataires, en colère, ont dénoncé les dangers auxquels ils ont été confrontés. Ce qui aurait pu leur coûter la vie.

A. M.